

Armement : baisse de 50 % des exportations françaises en 2017



Rapport au Parlement 2018
sur les exportations d'armement de la France



Analyses & Références

Les prises de commandes d'armements français à l'export ont atteint 6,9 Mds€ en 2017, selon le rapport du ministère des Armées remis au Parlement le 4 juillet 2017. Elles se montaient à 14 Mds€ en 2016 et 16 Mds€ en 2015.

En préambule, la ministre des Armées, Florence Parly, souligne la vigilance de l'Etat dans la protection des savoir-faire de la France en matière d'exportations d'armement et du soutien à son autonomie stratégique. Cette vigilance s'exerce du contrôle de la fabrication des matériels de guerre à celui, a posteriori, des exportations, moyen de lutter contre la prolifération des armes de destruction

massive et de prévenir la dissémination des armements conventionnels.

Bilan des exportations. L'année 2017 a été nettement moins favorable que la précédente pour les ventes d'armement. L'incertitude des élections présidentielle et législatives en France a incité les partenaires traditionnels de la France à attendre la tendance générale qui en résulterait, avant de s'engager sur des prises de commandes. En outre, suite à la baisse des prix du pétrole, la plupart des pays producteurs ont subi un ralentissement économique et ont reporté des acquisitions de systèmes d'armement. Par ailleurs, certains grands contrats signés en 2017, comme l'achat de 12 Rafale supplémentaires par le Qatar, n'entrent en vigueur qu'en 2018. Les missiles destinés aux Marines étrangères et les hélicoptères ont représenté plus de la moitié des ventes à l'export. En 2017, le Proche-Orient et le Moyen-Orient ont cumulé un peu plus de 60 % des exportations françaises d'armement. La zone Asie-Pacifique arrive à la deuxième place avec 17 % des commandes, alors qu'elle occupait la première en 2016 grâce la vente de 36 Rafale à l'Inde. Viennent ensuite l'Europe et le continent américain.

Capacités militaires accrues. Première puissance militaire, les Etats-Unis effectuent 40 % des dépenses mondiales. Après plusieurs années de baisse pendant la période 2008-2016, le budget du ministère de la Défense s'élève à 598,5 Mds\$ pour l'année fiscale 2017, soit 20 Mds\$ de plus que la requête initiale de l'administration Obama. En outre, l'administration Trump prévoit 639,1 Mds\$ pour 2018 et 686 Mds\$ pour 2019. Très engagée dans la modernisation des capacités de ses forces armées (armement, formation et entraînement) et désireuse de rattraper son retard technologique, la Chine devrait doubler son budget militaire d'ici à 2020. Ce dernier pourrait alors dépasser celui, cumulé, des 28 Etats membres de l'Union européenne (UE). En 2030, les dépenses militaires de la Chine devraient être supérieures à celle de tous les autres pays d'Asie (Inde et Japon compris). Asie et Moyen-Orient ont concentré près des trois quarts des importations mondiales d'armement entre 2012 et 2017. La zone Asie-Pacifique, qui consacre déjà plus de moyens à la défense que l'UE, ont augmenté leurs dépenses militaires de 5 % par an entre 2013 et 2016 afin, notamment, de développer des capacités navales et aériennes de projection. Cette militarisation de la zone résulte des contentieux territoriaux en mer de Chine, attisés par l'affirmation de puissance de Pékin, et des provocations nord-coréennes (tirs de missiles et essais nucléaires), actuellement suspendues. Les 27 pays membres de

l'Agence européenne de défense (les 28 de l'UE moins le Danemark) ont augmenté leurs dépenses militaires de 9 % entre 2013 et 2016, dont une hausse de 23 % pour les investissements (achats d'équipements et recherche et développement) entre 2014 et 2016.

Loïc Salmon

Armement : légère baisse des exportations françaises en 2016

Défense : vers 2 % du Produit intérieur brut à l'horizon 2025

Défense : 2017, budgets mondiaux et modernisation